

nde Mosquée

الجمهورية العربية السورية

Heures locales/Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15070 - 7 F

- DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Espagne du dialogue

POUR la quatrième fois depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, en 1982, Felipe Gonzalez a été investi, vendredi 8 juillet, président du gouvernement. Mais c'est la première fois que le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a besoin de renforts pour obtenir son investiture, faute d'avoir emporté la majorité absolue lors des élections du 6 juin.

Ce nouveau mandat, Felipe le doit en partie aux dix-sept députés catalans de Convergence et Union (CIU) et aux cinq parlementaires du Parti nationaliste basque (PNV) qui lui ont apporté leur soutien. Ainsi s'ouvre une nouvelle phase pour l'Espagne, une période de dialogue dans une vie politique jusqu'alors placée sous le signe de la suprématie du parti au pouvoir.

CETTE concertation sera délicate, comme l'ont montré les premières négociations entre les socialistes et Jordi Pujol, dirigeant des nationalistes catalans, qui ont finalement refusé de participer au gouvernement. Felipe Gonzalez et ses amis n'ont - il est vrai - pas perdu tout espoir : à l'automne prochain, au vu des choix budgétaires, Convergence et Union pourrait bien se laisser tenter et rejoindre le gouvernement.

Pour le moment, la balle est plutôt dans le camp basque, où les nationalistes se demandent toujours s'il serait opportun de s'associer à l'équipe socialiste pour pouvoir peser sur ses options politiques. La décision devrait être prise pendant le week-end.

Une chose est sûre : avec ou sans la participation au gouvernement des Basques et des Catalans, le pouvoir socialiste ne peut que pratiquer désormais la concertation, et essayer de dégrader des majorités d'idées et de projets. Finie la domination, oubliée l'arrogance. Les socialistes vont devoir écouter les autres, et composer avec eux. Felipe Gonzalez s'y est dit prêt. Preuve en est sa main tendue aux nationalistes.

CE dialogue au quotidien sera d'autant plus difficile à faire entrer dans les mœurs qu'il portera sur l'un des dossiers les plus sensibles de l'heure : les rapports entre le pouvoir central et les dix-sept régions autonomes. Pour reprendre la lucide prédiction de Miguel Roca, leader de Convergence et Union, la période qui s'ouvre en Espagne, sera « la plus délicate depuis la transition démocratique ».

Cette « nouvelle étape », Felipe Gonzalez préfère le dépeindre de manière plus excitante en soulignant qu'elle sera celle « de la solidarité, de la rénovation, de la tolérance ». Encore devra-t-il tenir compte de l'autre grand défi de l'Espagne d'aujourd'hui : l'aggravation de la crise économique. Pour la surmonter, les socialistes doivent impérativement - au-delà de leurs alliances politiques - élargir le consensus à l'ensemble des partenaires sociaux. Voilà, à l'aube de cette nouvelle législature, le double pacte auquel Felipe Gonzalez ne pourra échapper. Rude tâche en effet.

Lire page 2 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD

M0146 - 0711 0 - 7.00 F



Libéré par le président Milosevic

Le chef de l'opposition serbe rend hommage à la France

La présidence bosniaque va proposer aux négociateurs internationaux, qui font pression sur elle, la création, en Bosnie-Herzégovine, d'une fédération de provinces sans aucune base ethnique. Elle continue à rejeter le projet présenté par les Serbes et les Croates d'une confédération composée de trois Républiques (croate, serbe et musulmane). A Belgrade, le président Slobodan Milosevic a gracié le leader de l'opposition serbe Vuk Draskovic et son épouse Danica, emprisonnés depuis plus d'un mois. Tous deux ont rendu hommage aux interventions étrangères en leur faveur, notamment celles de la France et de Danielle Mitterrand.



Lire l'article de FLORENCE HARTMANN et nos Informations sur les propositions de la présidence bosniaque, page 2

Pour empêcher des licenciements

L'Etat financerait du travail à mi-temps

Promis par Edouard Balladur dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le projet de loi quinquennale de lutte pour l'emploi est en préparation. Il devrait être présenté en octobre et il complètera alors les dispositions d'urgence contenues dans la loi sur l'emploi et l'apprentissage adoptée le 5 juillet. Ce projet prévoit notamment des incitations à la réduction de la durée du travail et conduirait l'Etat à financer le travail à mi-temps des salariés menacés de licenciement.

par Alain Lebaube

Un avant-projet, déjà soumis à la consultation interministérielle, circule. Elaboré par le ministère du travail, il comprend plus de cinquante articles et embrasse un large champ qui va des aides à la création d'emplois à « l'assouplissement » du droit du travail en faveur des PME-PMI, en passant par l'incitation à l'aménagement du temps de travail et la décentralisation de la formation professionnelle pour les jeunes ou la modernisation du service public de l'emploi. Un

vaste et énorme chantier qui ressemble un peu à un catalogue à la Prévert où se mêleraient l'anecdote, le raisonnable et le surprenant. Voire, dans certains cas, l'idéologique. Première constatation, le document, rédigé le 28 juin, ne reprend pas l'amendement du Sénat, présenté par Jean-Pierre Fourcade (et repoussé), qui voulait que les seuils de 10 et 50 salariés, pour l'élection de délégués du personnel et de comités d'entreprise, soient temporairement relevés.

Lire la suite page 12

Le franc succès de l'emprunt Balladur

Plus d'un million de Français ont souscrit, rapportant 110 milliards de francs à l'Etat

par Erik Izraelewicz

Le premier ministre a indiqué, vendredi 10 juillet sur TF1, que l'emprunt d'Etat qu'il avait lancé le 25 juin e rencontre « un succès extraordinaire », rapportant près de 110 milliards de francs (au lieu des 40 escomptés). Il e réaffirmé sa détermination de maintenir la stabilité monétaire. Il réagissait ainsi à l'accès de faiblesse qu'e connu le franc cette semaine.

Avant les « grandes marées », la grande marée : c'est une véritable déferlante qu'a annoncée Edouard Balladur pour se féliciter d'avoir lancé le plus grand emprunt jamais contracté par l'Etat. Et mobilisant près de trois fois le montant escompté - environ 110 milliards de francs au lieu de 40 milliards - cet emprunt 6 % 1993 est une réussite exceptionnelle. Il s'agit pour le premier ministre d'un succès économique, mais aussi et surtout politique, qui

intervient à un moment fort opportun. Il indique en effet que la France possédante lui fait largement confiance au moment même où cette confiance, si décisive dans toute sa stratégie, semble quelque peu s'effriter à l'extérieur, le franc ayant connu cette semaine une alerte importante.

L'emprunt Balladur aura donc été « sans précédent historique ». Jamais, en France, un montant aussi important n'avait été mobilisé par l'Etat à l'occasion d'un appel public direct à l'épargne des particuliers. Les

emprunts Giscard, Pinay et les autres sont battus ! L'opération la plus importante dans le passé aurait été, en 1872, l'emprunt Thiers, d'un montant estimé à 63 milliards de francs (en francs 1993).

Encore faut-il souligner que, cette fois-ci, s'étant engagé à prendre toutes les souscriptions des particuliers, le gouvernement a décidé de ne pas satisfaire la demande des investisseurs institutionnels (caisses de retraite, compagnies d'assurances...).

Lire la suite page 12

Riposte israélienne dans le sud du Liban

Foyer permanent de tension entre l'armée israélienne et le Hezbollah (pro-iranien), le sud du Liban est la scène d'un brusque regain de tension. Cinq soldats israéliens ont été tués jeudi 8 et vendredi 9 juillet dans la zone de sécurité créée dans cette région par l'Etat juif. L'affaire est d'autant plus grave que, pour la première fois depuis de longs mois, des combattants d'une organisation palestinienne pro-tyennienne, le FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril, sont entrés en action. Après plusieurs raids et bombardements en riposte, les dirigeants israéliens ont prévenu Bayrouth et Damas qu'ils envisageaient de « très douloureuses » représailles.

page 3

Discretes négociations franco-chinoises

La France vient d'envoyer discrètement trois émissaires à Pékin pour tenter d'améliorer ses relations avec la Chine, affectées récemment par les ventes à Taiwan de frégates et, surtout, de soixante Mirage-2000. La Chine avait, en rétorsion, fermé unilatéralement le consulat français à Canton, et elle applique une discrimination sélective lors d'attributions de contrats. La France, à l'instar d'autres pays, tente de concilier ses relations avec Pékin et avec Taipei.

page 5

CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or » Marché monétaire et obligataire « Marché international des capitaux »

page 15

Charles Pasqua invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, est l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche à 18 h 30.

MORGAN, SPORTES

MORGAN SPORTES

POUR LA PLUS GRANDE GLOIRE DE DIEU

roman Seul

Avignon, rideau de pluie

Eclairs, foudre : la représentation de « Dom Juan », qui ouvrait le 4^e Festival, a dû être interrompue

par Michel Cournot

Le Ciel. Il est le partenaire le plus souvent invoqué de l'œuvre de Molière. Dom Juan est le plus violent blasphémateur de l'histoire du théâtre. Il insulte le Ciel, le pousse au grotesque, le fait complice des pires horreurs, le traite par-dessus la jambe, et cela sans discontinuer. Ce grand soir d'ouverture du 4^e Festival d'Avignon, le Ciel a-t-il voulu protester contre l'accueil de ce blasphème dans l'histoire qui demeure des pages ? A-t-il voulu punir l'« hérétique » - comme le nomme Sganarelle - Andrzej Seweryn, un enfant de la

Pologne, l'une des filles préférées de l'Eglise ? (La photographie des ouvriers des chantiers de Gdansk, agenouillés dans leur usine, en prière, est dans toutes les mémoires.) Eh bien, ce soir du vendredi 9 juillet, le Ciel a perdu patience. « Le château des papes n'est pas un palais de tout repos », a dit dom Juan Giono, grand spécialiste d'Avignon comme de toute la Provence.

Don du Ciel : la foudre tombant sur dom Juan, lui coupant net le sifflet, venait rappeler que ce « diable » (Molière disait) a été entièrement abâtardi au cours des siècles.

Lire la suite page 9

HEURES LOCALES

Euro Disney prend du retard

Les pertes financières de la société de loisirs obligent ses responsables à différer la signature, avec les collectivités, du programme de création d'un deuxième parc.

Chamonix : porte d'un royaume trop fréquenté

La ruée des touristes transforme chaque été la station du Mont-Blanc en un immense complexe commercial.

pages 17 à 24

A L'ÉTRANGER : Maroc, 3 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 46 ATS; Belgique, 46 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Angleterre/Irlande, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 160 PTA; G-8, 85 p; Grèce, 250 DR; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, Cont.; 180 PTE; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سنة ١٤١٥

Le Monde

Strasbourg monte ses prix Sa situation de capitale européenne fait le bonheur des propriétaires 19	Euro Disney prend du retard De mauvais résultats l'obligent à différer ses investissements 20	Vélos en ville Il est indispensable de « modérer la circulation automobile » 22	Chamonix : la porte d'un royaume trop fréquenté La montagne est devenue un véritable Luna-Park 24
--	---	---	---

■ 18 Statistiques ■ Agenda ■ Nominations ■ Décalage horaire ■ Publications ■ 23 Débat ■ Portrait ■ Livres ■

HEURES LOCALES

LA JUSTICE DES BANLIEUES

Les antennes créées en novembre 1990 pour restaurer le droit dans les zones déshéritées permettent de répondre de manière adaptée à la petite délinquance urbaine, notamment à Paris, Lyon et Marseille

QUARTIER du Luth à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Dans son bureau de l'antenne de justice installée au pied de logements HLM, Jean-Pierre Alacchi, premier substitut du procureur de la République de Nanterre, reçoit deux éducateurs de Villeneuve-la-Garenne. Face à eux, Karim, vingt-quatre ans, élégant, le visage encore adolescent. Depuis plusieurs mois, ce jeune garçon découvert sans la terre dans le quartier de la Caravelle. Récemment, il s'est même pris à une femme enceinte. « S'attaquer à une femme enceinte, c'est inqualifiable », teoche le représentant du parquet avant de lui rappeler la promesse qu'il avait faite de se calmer, deux mois plus tôt. « Monsieur, tous les matins, j'y pense : je n'ai pas de travail ». A l'issue de l'entretien, Jean-Pierre Alacchi annonce au jeune homme qu'il a l'intention de recevoir la femme enceinte ayant de décider s'il engagera des poursuites. Et de conclure : « Je vais vous obtenir un rendez-vous avec le responsable de l'ANPE locale ».



« Ici, je fais du sur-mesure », confie le premier substitut. Restaurer le droit dans les quartiers déshérités et favoriser l'accès de tous les citoyens à la justice, voilà le double objectif assigné à l'avant-garde de maisons et antennes « de justice et de droit », nées du séminaire interministériel du 24 novembre 1990. Créées pour répondre à la petite délinquance, la plupart ont élu domicile dans les banlieues parisiennes, lyonnaises et marseillaises.

Pour faire face aux mille petits délits qui empoisonnent la vie des cités (vois à l'échelle ou à la roulotte, coups entre voisins, ooo-paiement de pécunio alimeo-taire...), « les procédures traditionnelles sont souvent inefficaces. Soit les dossiers sont classés sans suite. Soit, lorsque poursuites il y a, l'audience n'intervient qu'un an plus tard et ne fixe que des peines symboliques qui, si le coupable ne peut pas payer, ne seront pas exécutées », explique Isabelle Toulemonde, chargée du dossier au ministère de la justice. « Ici on a le temps d'écouter les doléances des justiciables », plaide le premier substitut de Nanterre, qui, un après-midi par semaine (ils sont cinq magistrats à se relayer à Gennevilliers), déploie des trésors de patience pour réconcilier l'inconciliable.

Principal moyen d'action : la médiation pénale (confrontation entre la victime et l'auteur du préjudice, organisée sous l'autorité du représentant du parquet) permet de régler à l'amiable des différends, en évitant la longueur des procédures judiciaires. Si le préjudice est réparé dans le

délai fixé, l'affaire est classée. Dans le cas contraire, « l'exercice des poursuites pénales et l'assurance de la fixation de l'audience afin que l'affaire vienne rapidement devant le tribunal », note Jean-Pierre Alacchi.

Une application compréhensive

Dix-huit mois après l'ouverture de l'antenne de Gennevilliers, le bilan est plus qu'honorifique : en 1992, sur soixante méditations pénales, cinq seulement ont échoué. Pas question cependant de faire de la conciliation à tout prix : en cas d'infraction grave, l'auteur est immédiatement déféré au palais de justice.

Pierre Lyon-Caen, procureur de la République de Nanterre, ne tarit pas d'éloges sur les maisons de justice : « Elles donnent une visibilité plus nette de l'action judiciaire dans les banlieues ; elles nous font prendre conscience des dysfonctionnements de l'administration de la justice ; et surtout elles nous permettent de prendre la décision la mieux adaptée à chaque cas individuel ».

A tel point que le procureur a ouvert il y a trois mois la seconde antenne des Hauts-de-Seine, à Bagneux, dans le quartier des Blagis.

Clé de voûte du système, le magistrat est épaulé par un travailleur social chargé du suivi des dossiers (vérifier que les engagements sont bien tenus...) et un secrétaire. En renfort, plusieurs intervenants assurent des permanences hebdomadaires : un « conciliateur civil », bénévole qui « arbitre » les conflits de voisinage, un avocat, un éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse, un agent du comité de probation chargé de suivre les condamnés en milieu ouvert et un responsable de l'Association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales (ADAVIP), qui informe les victimes sur les démarches à entreprendre.

Enfin, depuis un an, la RATP (et la SNCF plus récemment) délègue, chaque mois, un représentant à l'antenne de Gennevilliers, pour « régulariser » la situation des jeunes qui voyagent sans billet.

La mise en place d'un tel dispositif suppose un étroit partenariat entre l'Etat et

les collectivités locales. Si l'Etat octroie une dotation de 200 000 francs à toute maison de justice en gestation, la contribution des municipalités n'est pas négligeable. La mairie de Gennevilliers prend en charge le loyer et les frais de fonctionnement de l'antenne.

Afin de préserver l'indépendance de la justice, le procureur de Nanterre veille à ne pas recourir à des agents de la fonction publique territoriale : le travailleur social et le secrétaire sont donc rémunérés par l'ADAVIP, grâce aux subventions que l'association reçoit de l'Etat.

Quand on demande si les maisons de justice ne constituent pas l'acte de naissance d'une justice à deux vitesses, Pierre Lyon-Caen balaise l'objection : « Il n'y a pas d'égalité entre une personne qui habite Neuilly et celle qui vit dans une tour d'un quartier défavorisé. Dans ces conditions, compenser ces handicaps sociaux par une application plus compréhensive des règles en cas d'infraction modeste me paraît être une application juste du principe d'égalité ».

Philippe Beverel

Déséquilibre

JADIS célèbre et judiciaire, la formule « Paris et le désert français » n'a plus guère, aujourd'hui, de fondement. Lyon, Toulouse, la métropole du Nord, Strasbourg, les agglomérations nantaise ou rennaise, pour ne citer que quelques pôles urbains, constituent des contrepoles et des viviers de développement. Mais, contrairement à ce que veulent faire croire les incantations de beaucoup à la recherche d'un consensus à tout prix, le clivage et les déséquilibres entre la région capitale et la province restent une réalité et une donnée permanente des choix d'aménagement du territoire.

Un déséquilibre coûteux, à la fois en termes économiques, fiscaux, culturels, universitaires, qui se manifeste d'ailleurs à deux niveaux : entre l'Île-de-France et les régions éloignées de l'ouest ou du centre et entre le cœur francilien et les zones plus périphériques du Grand Paris. C'est le raison pour laquelle il faut saluer la décision des huit régions qui forment ce bassin d'explorer ensemble les voies de leur développement à long terme. Ce faisant, les présidents des conseils régionaux concernés ne font que valider une bonne initiative — raisonner, en termes de grands ensembles géographiques — qui revient à la DATAR et à l'ancien ministre de l'aménagement du territoire, Jacques Chirac.

Le gouvernement, au sein duquel siègent les « patrons » de l'Île-de-France et des Hauts-de-Seine, Michel Giraud et Charles Pasqua, aura l'occasion, le 12 juillet à Mende, de définir ses priorités et de fixer, en balise, les objectifs de croissance de la région capitale. Ce ne sera pas le seul dossier traité (primés aux artisans en zones rurales, plan pour les PME, routes, transports d'emploi, public, contrats de Plan) mais sûrement l'un des plus significatifs.

François Grosrichard

D'importants changements sont attendus à la fin de l'armée algérienne

Les changements attendus à la fin de l'armée algérienne sont d'importance capitale. Ils concernent la structure, le commandement, les effectifs et les équipements. Ces réformes sont le fruit d'un processus de modernisation qui vise à adapter l'armée algérienne aux nouvelles exigences de la défense nationale.

industriels

Les dirigeants des entreprises industrielles ont tenu une réunion importante pour discuter des perspectives économiques et des défis à relever. Ils ont souligné l'importance de l'innovation et de la compétitivité dans un contexte de mondialisation.

Mort du professeur Pierre Debray

Le professeur Pierre Debray est mort, mercredi 10 juillet, à l'âge de 72 ans. Il était professeur de philosophie à la Sorbonne.

Le professeur Debray a été une figure importante de la philosophie française. Ses travaux ont influencé plusieurs générations de chercheurs et d'étudiants. Il était connu pour ses idées novatrices et son engagement politique.

Le Gange et l'Amazonie

Les rivières du Gange et de l'Amazonie jouent un rôle crucial dans l'économie et l'environnement de leur bassin versant. Les défis liés à la pollution, à la déforestation et au changement climatique nécessitent une action coordonnée à l'échelle internationale.

FORMATION LES EMPLOYÉS DU BAS-VERDON EN STAGE

Pour que les fonctionnaires des communes rurales puissent profiter de leurs droits, des maires jouent la proximité

En formation, les employés communaux ne s'enjoignent pas ! Il faut dire que le sujet du jour les concerne particulièrement, il s'agit du « milieu municipal ». Douze personnes — agents d'entretien, femmes de service, garde champêtre, — venues d'une cinquantaine de communes alentour, sont réunies dans l'ancienne salle de cinéma de la mairie de Valensole, petite commune du sud des Alpes-de-Haute-Provence.

C'est la première fois que ces employés bénéficient de la formation continue. Bieo qu'ils travaillent depuis des années dans une mairie, personne ne leur a jamais expliqué ce qu'il consistait le statut de la fonction publique territoriale. « Je ne savais pas, par exemple, que le centre de gestion tente de nous reclasser, si le maire ne veut plus de nous », remarque Claude, treize-huit ans, garde champêtre à Moustiers. La plupart de ses collègues sont, comme lui, manifestement conteurs de préférence des connaissances très floues.

Paul, agent d'entretien moustachu et rouspéteur, semble veu de La-Palud-sur-Verdon par obligation plus que par intérêt. Pour l'inciter à participer au stage, le maire et le

secrétaire de mairie l'ont accompagné. Ils assistent même à la séance. « Dans nos petites communes, il est difficile d'avoir un rapport d'employeur à employé. Il est bon qu'une personne extérieure rappelle aux agents ce que c'est que le service public », explique le maire, Michèle Bizot-Gastaldi (PC). Sa présence n'intimide guère Paul, gentil chahuteur, qui ne cesse de faire des remarques, et de perturber certains exposés.

Les formateurs, Jean-Yves Arnaud, directeur du centre de gestion, et Michel Jodis, responsable départemental du Centre national de la fonction publique

Cet été retrouvez **Le Monde** en vente le soir même de sa parution dans 130 villes de France

Pour connaître les adresses des points de vente, tapez 3615 LEMONDE

Rafaela Rivais Lire la suite page 18

55 minutes

I L E - D E - F R A N C E

SEINE-SAINT-DENIS

LA CAMPAGNE EN BANLIEUE

Coubroun veut faire redécouvrir la vie rurale et la nature aux enfants

hey, actuellement, la Grande-Bretagne est la plus grande île du monde. Le centre de gravité du monde se trouve en 1993, au pôle Nord, à 15 000 mètres au-dessus du sol. Les habitants du monde ont donc 15 000 mètres de plus à parcourir pour aller à la mer.

Cinq mille emplois prévus

Le projet de loi relatif à la décentralisation, adopté par l'Assemblée nationale le 24 juin 1993, prévoit la création de 5 000 emplois supplémentaires dans les collectivités locales.

Nouvelles attractions

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

Les attractions de la région parisienne sont nombreuses et variées. Elles offrent aux visiteurs une grande diversité de sensations et de découvertes.

VIE ACTIVE

LA RETRAITE TARDIVE DES PARISIENS

Les Franciliens, notamment les cadres de la capitale travaillent plus longtemps que les provinciaux

LES données statistiques du recensement de 1990 n'ont pas fini de livrer d'intéressantes indications sur le comportement des Français. Yvan Chauviré, chercheur au CNRS, a eu la curiosité de comparer le taux d'activité des Franciliens et celui de l'ensemble des Français (1). Incontestablement, les habitants de l'Ile-de-France sont ceux qui sont les plus actifs, au sens INSEE du terme, c'est-à-dire qui exercent une profession rémunérée. La moitié d'entre eux sont dans ce cas alors que la moyenne nationale n'est que de 44,2 %. Ce sont les femmes qui font la différence. Les Franciliennes sont nombreuses à avoir un métier alors que les provinciales préfèrent souvent se consacrer à leur foyer.

Les beaux quartiers

Le chercheur du CNRS a même pu cartographier le phénomène. Les zones où l'on a le plus de chance de rencontrer des actifs au-delà de soixante ans sont les arrondissements du centre (notamment les huitième, sixième et septième) et de

différence Paris-province est restée la même. Les Parisiens qui refusent de lâcher leur travail lorsque vient l'époque de la retraite sont aux deux tiers des hommes. On les trouve évidemment dans les catégories socio-professionnelles où l'on a la liberté de choisir l'âge du départ. Ces travailleurs tardifs sont des commerçants, des artisans, des petits patrons, des cadres du privé, des hauts fonctionnaires et des membres des professions libérales. Toutes catégories fortement représentées à Paris.

Ces « superactifs » semblent courir longtemps sur leur lancée. Ainsi, parmi les Parisiens de soixante à soixante-cinq ans, près de la moitié (47,1 % exactement) continuent à aller au bureau ou au magasin. Ils sont encore 17 % entre soixante-cinq et soixante-dix ans, 13 % entre soixante-dix et soixante-quinze ans, 10 % entre soixante-quinze et soixante-dix ans, 7 % entre soixante-dix et soixante-quinze ans, 5 % entre soixante-quinze et soixante-dix ans, 3 % entre soixante-quinze et soixante-dix ans, 1 % entre soixante-quinze et soixante-dix ans.

M. A.-R.

(1) « L'activité tardive, une spécialité francilienne », d'Yvan Chauviré. Regards sur l'Ile-de-France, n° 19, mars 1993.

Ensemble, stimulons l'investissement pour contribuer à la croissance économique

10 milliards de francs de nouveaux prêts du Crédit local de France

Le Crédit local de France accompagne le plan de relance économique en offrant aux collectivités locales la possibilité de tirer parti de la baisse des taux d'intérêt en toute sécurité. Il met à la disposition des communes, départements et régions une enveloppe de 10 milliards de francs sous forme d'un nouveau prêt à taux fixe dont les conditions financières répercutent la baisse des taux. Ce produit combine : la sécurité et la facilité de gestion des prêts à taux fixe en offrant une protection contre les hausses de taux, les avantages des taux indexés : les baisses des taux sont périodiquement répercutées sur les conditions financières du prêt et restent définitivement acquises. Pour tout renseignement, contactez la direction régionale du Crédit local de France.



Le financier du cadre de vie

YVELINES

BASSIN POUR L'EMPLOI

Pour lutter contre le chômage, Poissy et Saint-Germain-en-Laye se sont associées

CRÉÉ en décembre 1988 à Poissy, le bureau municipal de l'emploi étend son champ d'action à la ville voisine de Saint-Germain-en-Laye. Une convention, signée vendredi 18 juin, entre les deux municipalités leur permet d'agir conjointement pour tenter de réduire le chômage en formant une sorte de bassin local d'emploi. Depuis sa création, il y a plus de quatre ans, le bureau municipal de l'emploi a reçu 2 800 demandeurs d'emploi et parvient à un taux de placement de 47 %. Entièrement gratuit, ce service se caractérise par un contact personnalisé avec chaque personne en quête d'emploi et des relations privilégiées avec les entreprises de la région.

Un taux de 7,2 %

« Ce service a largement contribué à la maîtrise du taux de chômage sur la commune », se félicite Gilles Forray, premier adjoint de Poissy, ville où le taux de chômage est de 7,2 %, largement inférieur à la moyenne départementale, qui atteint 10,7 %.

Jusqu'à présent épargnée par le chômage, la ville de

Pascale Sauvage

Martine Boulay-Merle

REGARDS

LIVRES

UNE SUCCESSION DE 1 000 MILLIARDS

LE FABULEUX DESTIN DE L'ENFANT DE CHATEAU-THIERRY. JEAN THIERY, de Jeanine Titeux-Thiery. Editions des beaux arts, 127, av. Frédéric-Mistral, 34160 Boisseron. 240 p., 100 F.

Presque un demi-siècle avant la naissance du fabuliste Jean de La Fontaine, en 1579, la ville de Château-Thierry a enfanté l'un de ses plus illustres et à la fois inconnus citoyens : le nommé Jean Thiery. La folle aventure de ce roturier, héritier sans partage d'un armateur grec de Venise, aurait pu inspirer l'amusseur de la cour du roi Louis XIV, tant sa morale domine dogmatique. Elle

donne lieu depuis plus de trois siècles à une fantastique bataille juridique-politique entre ses héritiers de Champagne, de Lorraine et de Bâle, les administrations françaises et italiennes qui se déchirent afin de toucher une fabuleuse succession estimée à près de 1 000 milliards de francs actuels.

Dans un testament scellé du sceau de la République de Venise, Jean Thiery a légué, à sa mort, en 1676, la bagatelle de trois maisons près du palais des Doges, de quatre autres sur le caoel Montpardon, de deux encore sur l'île de Corfou, d'un sac de 5 pieds de large et autant de long pleio d'or massif et de liogots, de 50 000 louis d'or de 20 000 ducats d'argent, de six barils de poudre d'or, de six carrosses et cabriolets, de deux sacs

de pierres précieuses, de trois bateaux bâtiments marchands, de 800 000 écus vénitiens, sans compter les caisses de vaisselle, les meubles et les tableaux...

Ce trésor de guerre, revendiqué par presque tous les Thiery de France, a intrigué l'écrivain Jeanine Titeux-Thiery, une Ardennaise qui a reconstitué dans son livre le fabuleux destin de son présumé et précieux ancêtre parti chercher fortune sur les chemins de traverse. Historienne de la mémoire, pointilliste du détail, l'auteur nous entraîne co reconstituant et en rmançant l'itinéraire tourmenté de ce matelot dans la Veioise des dnges et des découvertes d'espaces du dix-septième siècle.

Coloré et plein de rythmes, l'ouvrage se lit comme une peinture et devrait faire rêver tous ceux qui pourraient se reconnaître descendants de ce Jean Thiery. Toute ressemblance avec une personne ayant existé n'est pas ici que pure coïncidence ou imagination.

Jean-Jacques Rollat

ARCHITECTURE ET DÉCORATION DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE de Jean-Luc Massot. Edisud, Aix-en-Provence. 340 p., 350 F.

Itinéraire serein, celui que propose ce volumineux album. Il oc s'agit pas de ruines mais de patrimoine vivant. Architecte spécialiste de la restauration, Jean-Luc Massot remonte le temps depuis la Renaissance jusqu'à l'« haussmannisme », en passant par le classicisme du dix-septième siècle, la rocaille, le retour à l'antique - ici présent par tant de vestiges - les plâtres et les « basiliques » propres à la Provence, les « basiliques » d'un « folle »...

« folles », puissante atlantes de Puget à Toulou ou mignardises de saloo, le regard est large en même temps qu'eu sur le détail. Plus de quatre cents plans, dessins, photos illustrent la miniature comme l'architecture. Au fil des pages descendent ou oubliées le cliché cavalière d'« uoe Provence livrée au « cabanon », aux « pieds dans l'eau », au béton. Au vrai, dans cette démarche « antichichés », Edisud o'en est pas à son coup d'essai.

Installé aux abords d'Aix, cet éditeur fête son vingtième anniversaire. Depuis sa création, cette maison d'édition a coosacré plus de trois cent cinquante titres à la connaissance de la Provence sous tous ses aspects. L'une de ses collections les plus répandues est sans doute celle des albums successivement intitulés *La Provence de Cézanne*, de Van Gogh, Giono, Bosco, Mistral, Pagnol, etc., mais des dizaines d'autres foillent - grands ou petits formats, succincts ou exhaustifs - villes et villages, pays et paysages, goos et choses, métiers et moeurs, passé et présent.

Sans doute, d'autres régions suscitent un semblable effort éditorial et d'autres éditeurs s'attachent à cette province, quelque peu mythique, mais une telle volooté manifestée viogt soosées durant « produit » uoe bibliothèque rare.

Et il continue. Parmi de récents ouvrages, il faut citer : *l'Art de la falence à Murières*, *l'Architecture rurale des Alpes-Maritimes*, *Marseille vue du ciel*, *Le Livre des belles enseignes*, *Châteaux et ouvrages défensifs*...

Jean Rambaud

L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE de Gérard Granier. Edigraphie pour le SIVOM 322, rue de l'Avalasse, 76000 Rouen. 120 p. et 50 fiches, 80 F.

Moyen d'information, mais aussi outil de réflexion et d'aide à la décision, le Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de l'agglomération de Rouen, présidé par Laurent Fabius (PS), a édité un dossier documentaire sur l'ensemble que constitue les treote-trois communes qui le composent.

Gérard Granier, professeur eo classes préparatoires au lycée Jeanne d'Arc de Rouen, et Edigraphie, société d'édition cartographique, ont réalisé cette étude comprenant un livret et ciquoote fiobes documentaires sur la démographie et l'emploi, les activités économiques, l'environnement, l'urbanisme et le fonctionnement du SIVOM.

Véritable mine de renseignements, ce dossier documentaire oc se contente pas de rassembler des données sur uo aspect qui compte 385 032 habitants et se classe au douzième rang des agglomérations françaises dans le classement établi par l'INSEE. Per une démarche d'analyse et de représentation graphique, il offre une meilleure connaissance de cette métropole urbaine, divisée par la Seine et fortement morcelée. Ces documents sont distribués gratuitement aux enseignants d'histoire, géographie et aux centres de documentation des établissements scolaires de l'agglomération.

PORTRAIT

Patrice Béghain : généraliste de la culture

Après des années de campement dans des locaux provisoires, la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Rhône-Alpes est dans ses meubles. Elle vient de s'installer en bord de Saône, dans un imposant bâtiment restauré pour la circonstance. Le Grenier d'abondance, où étaient stockés jadis les réserves de céréales. Pour le directeur régional, Patrice Béghain, en poste à Lyon depuis 1991, le nom du lieu est un symbole prometteur au moment où s'accomplit la déconcentration des crédits neoneux dans les régions. Même si l'heure n'est pas à la prodigalité en matière de dépenses culturelles, beaucoup d'argent transte par les DRAC, et les responsabilités de leurs patrons sont étendues.

M. Béghain n'a pas scodé à cette mission par les voies classiques. Professeur agrégé de lettres, il fait partie du groupe restreint des directeurs régionaux issus de l'enseignement, et c'est le hasard d'une rencontre avec Jean Gattagno, alors directeur du livre au ministère de la culture, en 1981, qui l'a fait changer de voie.

Né à Lille en 1944, il avait choisi tout naturellement une filière littéraire par passion pour les livres. Une passion non exclusive puisqu'il aimait à flâner devant les primitifs flamands du Musée de Lille, ne manquant pas les rencontres des Jeunesses musicales de France et rêvant secrètement des planches.

Il passe bientôt l'agrégation et part pour le Mali, où il passe ses deux ans de service comme enseignant à l'école normale de Bamako. Une unique aventure hors des frontières, d'où il revient « plus hexagonal » que jamais, bien décidé à s'établir

non seulement en métropole mais surtout en province. Sa nomination à Dijon, en 1967, le comble. Le dimanche, il visite les églises romanes de Bourgogne et se sent « comme en vacances », même si les jours de semaine sont occupés par les cours et l'activité syndicale. Patrice Béghain est devenu professeur dans un contexte d'interrogations sur le devenir de l'école. Il adhère au Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) parce qu'il souhaite contribuer à libérer de ses pesanteurs la machine éducative.

Recherche du consensus

A leur création, en 1977, les représentations de l'Etat dans les régions que sont les DRAC étaient le plus souvent confiées à des hommes « du patrimoine ». Six ans plus tard, quand Patrice Béghain est nommé à la DRAC de Besançon, un nouveau profil se dessine pour ces « généralistes de la culture ». Ils sont les intermédiaires entre l'administration centrale et les forces vives du territoire, et les interlocuteurs privilégiés des responsables de collectivité à qui ils prodiguent expertises et partenariat. Un directeur régional ne se contente pas de protéger les vieilles pierres et d'assurer le suivi des chantiers financés par l'Etat. Il doit aussi détecter le talent d'une jeune équipe théâtrale, l'aider à s'implanter et favoriser la mise en réseau des écoles d'art.

M. Béghain a manifesté la « plasticité de l'attention » requise dans trois capitales régionales, à Besançon, Tou-

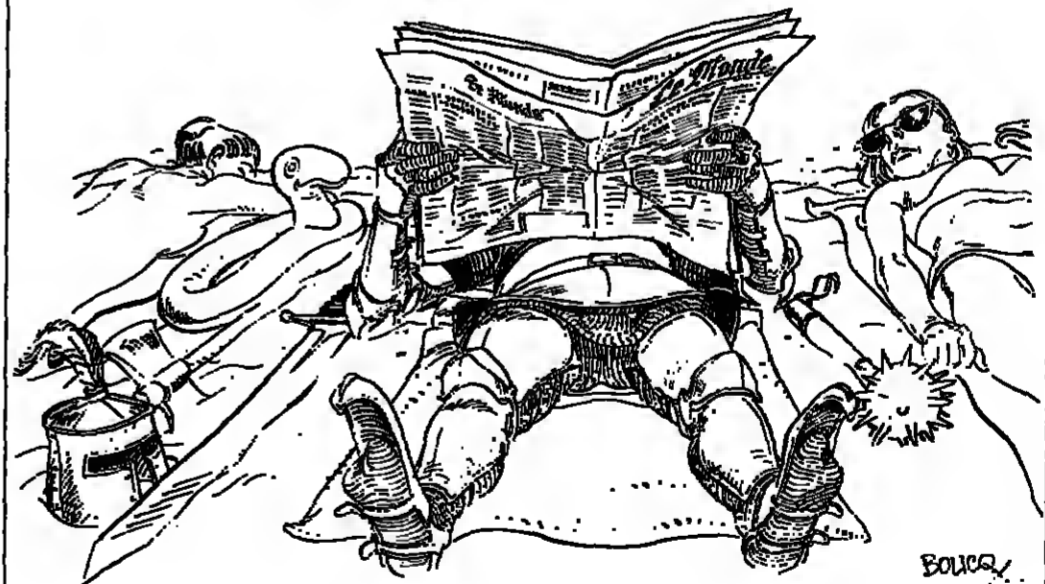
louse et Lyon. En Franche-Comté, il a découvert l'importance du partenariat artistique avec les créateurs, quand ils ont le talent de l'écrivain-metteur en scène Jean-Luc Lagarce. En Midi-Pyrénées, il a pris les chemins buissonniers pour soutenir toutes sortes d'initiatives rurales, de la création d'un atelier de facture d'orgue à l'équipement d'un foyer rural en matériel de télécommunication. Et son goût de l'art contemporain s'est affirmé, entre une commande à Joseph Kossuth et la découverte d'un plasticien-poète comme Dries Sans Arcid.

En Rhône-Alpes, sollicité pour une multiplicité d'entreprises, il a dû faire face aux problèmes d'équipements spécifiques des banlieues et des campagnes oubliées, se passionnant tout autant pour les travaux de restauration du palais Saint-Pierre, à Lyon, que pour une commande de sentons « design » à des artisans de la Drôme.

La déconcentration des crédits de l'Etat affectés à la culture ne donne pas d'états d'âme au directeur. L'administration centrale va conserver ses fonctions d'orientation et d'évaluation, mais dans un dialogue plus égalitaire avec les services déconcentrés. M. Béghain conçoit sa DRAC non comme un Etat dans l'Etat - il travaille d'ailleurs sous l'autorité du préfet de région, et préfère le consensus à l'affrontement dans ses relations avec les élus - mais comme « une maison commune où faire travailler les gens ensemble, pour éviter le gâchis des moyens matériels et humains ».

Bernadette Bost

« Sur la route des Croisades » le feuilleton de l'été du Monde



Chaque jour, du 19 juillet au 7 août Retrouvez la grande épopée des Croisés Un feuilleton de Jean-Claude Guillebaud

DÉBAT

POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT

par Yvon Bourges

LORS que la plus grande incertitude a pesé pendant plusieurs mois sur l'achèvement du dixième contrat de plan, les régions se sont engagées avec conviction dans une large réflexion sur leurs projets à cinq ans. Elles ont aussi préparé leur plan régional, conçu comme un document de référence et par conséquent d'aide à la décision pour les futurs choix budgétaires. Les premières mesures prises par le gouvernement d'Edouard Balladur ont été perçues, en province, comme des signaux très positifs qui sont venus donner un souffle supplémentaire à ces travaux. Nous avons apprécié qu'il n'y ait pas « d'année blanche ». Les élus régionaux ont aussi apprécié que les prochains contrats de plan entrent en vigueur dès l'été 1994.

Dans quelques jours un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), réuni, pour une fois loin de Paris, à Mende en Lozère, va fixer le cadre de négociations de ces futurs contrats. A la tête du ministère de l'intérieur, l'aménagement du territoire et des collectivités locales, Charles Pasqua et Daniel Hoeffel ont déjà montré leur capacité à entendre la demande de nos régions. La préparation des prochains contrats de plan sera l'occasion d'une première concrétisation de la réaffirmation du rôle de l'Etat comme garant de la solidarité nationale.

Cela signifie d'abord que les engagements financiers ne sauraient être inférieurs à ce qu'ils ont été au cours de la période précédente. Cela signifie également que devront jouer pleinement

les mécanismes de compensation entre les régions les plus favorisées et les régions en difficulté, ainsi que l'a annoncé le premier ministre. Un nouveau partenariat doit se mettre en place. Les régions ont fait la preuve de leur efficacité dans les domaines qui sont les leurs, que ce soit l'aménagement du territoire régional, le développement économique ou encore la formation. Pour l'avenir il est nécessaire de tenir compte des évolutions intervenues et des exigences nouvelles de la situation présente. Aussi les nouveaux contrats de l'Etat et des collectivités territoriales ne doivent pas reprendre toutes les interventions des contrats précédents, dont certaines, d'ailleurs fort ponctuelles, seraient sans effet bénéfique aujourd'hui.

Pour faire des contrats de plan de véritables outils d'aménagement du territoire, pour que le souci d'une cohérence nationale n'étouffe pas les choix régionaux, arrêtés par des élus soucieux de remplir pleinement le rôle que la loi leur confie, il faudra que les préfets puissent engager les discussions avec les présidents de région dans un cadre global qui laisse place à la souplesse dans la sélection des priorités. La confiance mutuelle, qui doit caractériser les relations du pouvoir central et des collectivités, saura permettre, dans les limites financières qui s'imposent nécessairement à tous les partenaires, de reconnaître alors les voies et moyens les plus appropriés aux réalités et aux exigences de chaque région.

► Yvon Bourges (RPR) est président du conseil régional de Bretagne.

